

Contribution à une nouvelle problématique de la colonisation Au travers de l'analyse du cas Algérien Essai de sociologie des déterminations de la relation Métropole -Colonie

BOUHROUM Abdelhakim
Département de Sociologie
Université BADJI Mokhtar Annaba

Résumé:

L'essai suivant questionne le consensus académique qui prévaut au niveau des sciences sociales autour de la relation historique entre capitalisme et colonialisme et de leur supposé interpénétration multidimensionnelle socioéconomique et politique. Cet effort critique s'appuie sur une analyse sociologique de la structure sociopolitique et économique et des rapports de force à l'œuvre dans la France à la veille du déclenchement de l'acte colonial. Cet angle de lecture du rapport colonial met en exergue les causes du sous-développement de la colonie, et les sources sociohistoriques des blocages subis par l'Algérie indépendante. La colonisation a été enclenchée et prise en charge par les forces sociales les plus rétrogrades économiquement et politiquement et qui ont trouvé dans la colonie un sursis historique à leur inéluctable désagrégation.

المخلص:

تسأل هذه الدراسة الصلة التاريخية التي ولدت التفاعل بين المجتمع الجزائري والدولة الملكية الفرنسية في علاقة استعمارية طالما بقت مبهمة بسبب تجاهل الخصوصيات الموضوعية التي كانت تميز الدولة الفرنسية؛ خصوصيات ذهبت ضحية الإسقاطات النظرية والأكاديمية التي - زيادة على حجب الواقع الموضوعي- حصرت التفاعل بين المستعمرة والدولة المستعمرة في إطار صيرورة الرأسمال كعلاقة اجتماعية وفي امتداد العملية المنطقية التاريخية المولدة له ألا وهي عملية التراكم البدائي للرأسمال المزمع تجدها في المستعمرة، واستعملت هذه الفرضية الغير مؤسسة لقراءة الفعل الاستعماري في آثاره لا سيما على القطاع الزراعي ولتفسير ارتباط عملية نمو المجتمع الجزائري خلال المرحلة الاستعمارية وغداة الاستقلال بعدم اكتمال أوتشوه عملية التراكم البدائي للرأسمال.

L'historicité de la configuration social-historique de toute société est une hypothèse qui justifie de revisiter un certain nombre de concepts ,catégories , voire de paradigmes dont le supposé caractère universel n'est en aucune manière le garant de l'universalisation des attributs qui les définissent en tant que tels .Ainsi en est-il du concept de « colonialisme » dont l'expansion mondiale continue jusqu'au 20^{ème} siècle, a déteint sur sa perception intellectuelle et sur son intelligence scientifique .Parmi les configurations qui servent de lieu commun à la pensée anthropologique,économique, politique et sociologique,le couple « capitalisme-colonialisme » :le développement du premier servant de vecteur à l'expansion spatio-temporelle du second .Alors même que les conséquences historiques de ce processus se révèlent être aux antipodes du développement logique de cette mise en relation, à savoir l'expansion universelle du capitalisme qui reste confiné à quelques exceptions près à sa sphère originelle ;il se trouve quelques esprits scientifiques ,pour réfléchir et projeter sur la réalité social-historique des pays colonisés les dogmes du capital en tant que rapport social :universalisation du marché, de la marchandise, de la force de travail ;universalisation de la configuration sociologique Société – Individu et celle politique de l'Etat – Nation .Ce paradoxe de la connaissance scientifique qui produit la méconnaissance de la réalité sociale est la conséquence directe du non-respect de certaines règles méthodologiques basiques dont la plus importante est l'impérative contextualisation de l'objet d'étude dans sa matrice spatio-temporelle originelle qui, seule, permet de retrouver les attributs de l'objet et leurs significations multidimensionnelles : politiques, économiques, anthropologiques, sociologiques... etc.

Ainsi en est-il de la colonisation de l'Algérie qui se résume dans le discours académique (1) à n'être qu'un processus avorté de transposition des attributs du capital et du capitalisme dans la colonie et qui sert de dogme explicatif du retard et du sous-développement de l'Algérie colonisée et indépendante. Et ce, alors même que la société Française, du début du 19^{ème} siècle, faisait ses premiers pas dans la voie du développement capitaliste. L'analyse du colonialisme, par la mise en perspective des processus qui secouent et agitent la métropole, dimension toujours occultée dans l'effort de compréhension de l'acte colonial (dépossession ,expropriation ,choix économiques ,formes et institutions politiques imposées à la colonie ..) ouvre des perspectives théoriques qui ne se limitent point au seul

questionnement de la catégorie logico-historique d'accumulation primitive du capital mais se prolongent jusqu'à interroger le bien-fondé cognitif et épistémologique de toute la science sociale quant à sa capacité à s'approprier un objet ,la société colonisée ,qui ne s'identifie aucunement à son objet social-historique :la société occidentale capitaliste et industrielle.

I-Capitalisme-Colonialisme :contextualisation d'un processus social-historique :

Le constat du caractère chronique de la crise de l'agriculture, ainsi que l'échec relatif de toutes les politiques de développement menées jusqu'aujourd'hui, imposent un questionnement socio-historique et économique de son évolution. Ce questionnement devra se faire par la mise en rapport continue des transformations, subies par la société Algérienne et notamment son espace rural après 1830, avec l'évolution de la situation sociopolitique et économique de la puissance occupante dont les effets directs et indirects, sur la nature des rapports sociaux de production, les formes de la colonisation qui se développent en Algérie et leur évolution, sont déterminants. En effet la colonisation de l'Algérie qui se déclencha sur un acte visant à redorer le prestige d'une monarchie chancelante, va subir les contradictions profondes qui secouent la France, lors de sa longue transition d'une économie agricole vers une économie industrialisée. Industrialisation lente, qui fut retardée par la Révolution de 1789, pour suivre un développement accidenté, dans un pays essentiellement agricole où "la propriété foncière est plus importante et plus recherchée que la richesse mobilière" (2). En effet, l'industrie et le commerce, qui commençaient à s'épanouir sous l'Ancien Régime, sont stoppés dans leur élan par la Révolution et notamment par les guerres Impériales de Napoléon 1er (1804-1814), pour ne réémerger que lentement sous la Monarchie de Juillet (1830) et s'accélérer sous le Second Empire (1852), sans pour autant transformer fondamentalement la société française qui reste rurale et paysanne. Cette morphologie de la société où la lutte politique entre aristocratie terrienne, qui s'est partiellement reconstruite, notamment dans le Nord-Ouest de la France, et la bourgeoisie industrielle et commerçante se poursuivra jusqu'à la fin du Second Empire. La IIIème République (1870-1946) qui apporta la stabilité politique tant recherchée, ne fit pas les choix judicieux nécessaires à une hégémonie, sans partage, du CAPITAL.

Cette mise en relation doit être permanente; car, contrairement à la Grande Bretagne qui s'engagea résolument dans l'industrialisation capitaliste dès le 18ème siècle, en sacrifiant son agriculture capitaliste à la logique de reproduction du capital social et en accentuant sa dépendance de l'extérieur pour son approvisionnement en produits agricoles, la France, elle, subira cette dépendance comme une calamité. Elle tentera, autant que possible se faire, d'en limiter les effets par un protectionnisme sociopolitique et économique de son agriculture et des couches sociales qui y sont liées, notamment les paysans : cette figure typique de la France, jusqu'aux lendemains de la Deuxième Guerre Mondiale, vivant en autarcie presque complète. Cette catégorie sociale, quantitativement importante, déterminante lors des scrutins électoraux, sera la figure anachronique de la France du 19è siècle et de la 1ère moitié du 20è siècle. Elle retardera la prise en compte par la société capitaliste française de l'unique fonction dévolue à l'agriculture par le capital social, qui s'imposera très tôt en Grande Bretagne (1ère partie du 19è s) et dans les pays nordiques (Danemark, Hollande...) : à savoir produire une quantité de marchandises toujours croissante à un coût toujours en baisse (3). Cette fonction impose pour sa réalisation une rupture totale avec:

1-le capitalisme agraire dont la structure sociale trinitaire, propriétaires fonciers, fermiers capitalistes et ouvriers agricoles, obère, d'un poids lourd, les coûts de production des marchandises agricoles et empêche tout transfert de surtravail agricole vers le secteur capitaliste industriel. En effet, la présence des propriétaires fonciers empêche l'opération d'égalisation des profits au taux moyen social de se réaliser et par la-même soustrait l'agriculture et ses produits à la détermination des prix de marché par les prix de production, qui se fixent, dès lors, sur la valeur, provoquant un renchérissement des marchandises agricoles. Le niveau de reproduction élargie du capital industriel est menacé par la pression exercée sur les salaires par les prix des marchandises agricoles. Deux solutions s'offrent au capital industriel : l'une politique par la promulgation de la Réforme agraire (nationalisation et/ou redistribution de la Terre), l'autre économique par la mise en concurrence des produits de l'agriculture capitaliste avec les produits issus d'économies non capitalistes ou à meilleure productivité. C'est le choix pour lequel opta la Grande Bretagne en 1846, en abrogeant les Corn-Laws (?) votés sous la pression des propriétaires fonciers en 1815, sacrifiant sa belle agriculture capitaliste sur l'autel des intérêts

du capital manufacturier et industriel.

2-Avec l'agriculture paysanne vivant en autarcie partielle ou totale, par la stimulation et la dynamisation des échanges en amont et en aval de la production agricole et sa marchandisation généralisée.

II-Le colonialisme Français : une survivance de l'Etat Monarchique

La France de 1789 jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle reste un pays essentiellement agricole. "La plus grande partie du sol est aux mains des paysans" et dans certaines régions, comme dans l'ouest, "les Nobles sont parvenus à reconstituer leurs domaines"... et "... la grosse propriété bourgeoise progresse partout sous la Restauration" (1814-1830) (4). L'ordre social individualiste, mis en place par la Révolution, sera le principal obstacle au développement du capitalisme industriel. C'est cette France qui occupera l'Algérie en 1830. Et seule une approche finaliste du mode de production capitaliste et du colonialisme, qui aurait été le vecteur de son expansion en Algérie, permet de soutenir la proposition d'une France qui aurait eu la prescience de ce que seraient les méthodes et les moyens à mettre en œuvre pour l'émergence des structures de sa domination économique, sociale et politique, alors même que la production capitaliste sortait à peine de son état embryonnaire pour se trouver acculée à des alliances instables, à priori contre nature, tantôt avec la "petite production paysanne", tantôt avec la grande propriété foncière, pour tant bien que mal survivre à une situation sociale chaotique où révoltes et coups d'états ne le cèdent qu'à l'effort colossal que fournit la Grande Bourgeoisie d'affaires pour s'assurer le contrôle de l'Etat, même au prix d'une intercession du pouvoir politique à une classe - appui. De cette position, on saisit encore mieux l'énorme gâchis humain et économique qu'a été la colonisation française de l'Algérie, prise en charge et mise en œuvre par ses forces les plus rétrogrades, évacuées au fur et à mesure des considérations, de prestige, de politique intérieure et internationale, parfois pour redorer l'image d'une Monarchie chancelante (1830), d'autres celle d'un Empereur et de Généraux en mal de victoires militaires (1848-1870); des crises économiques et des amputations géographiques où l'Algérie servira d'exutoire au trop plein de paysans (1870) en mal de nostalgies (Alsaciens, viticulteurs du midi...).

Les formes dégénérées du capital, marchand et usuraire, qui se soumettent l'espace colonial dans le cadre du procès de

structuration/institution de la matrice spatio-temporelle Métropole-Colonie, transparaissent dans le processus d'arrimage chaotique de la colonie à la France. D'un côté il est préfiguré par la tradition coloniale des monarchies des 16, 17 et 18ème siècle, où colonie rime avec pillage, plantations agricoles, or, guerre d'extermination de "l'indigène", le tout pris en charge socialement et économiquement par le transfert massif du surtravail du paysan français(4) parfaitement intégré dans le cadre d'une économie féodale substrat de ce pouvoir despotique absolu; et de l'autre réaménagé par la rationalité économique du capital en tentative d'expansion et pour lequel cette coûteuse violence guerrière peut très bien être supplantée par une hardiesse et une agressivité économique autrement plus lucrative; et ce d'autant, que le paysan, que la Révolution a élevé à la dignité de citoyen, n'accepte plus d'alimenter de son labeur la satisfaction d'aristocratiques survivances. Aussi cette ambivalence déterminera t-elle le sort de la colonie. En effet le colonialisme, en tant que pratique politique n'arrive pas à se départir et se libérer de l'ancienne fonction héritée et attribuée par la Monarchie (pourvoir en biens exotiques les besoins sectoriels de la société féodale, qu'exprime l'aristocratie féodale et la noblesse de cour...) et se mettre au diapason du CAPITAL dont le pacifisme se suffit des mécanismes du marché pour s'assurer les conditions de sa reproduction élargie et de sa domination. Mais les tergiversations auxquelles le soumet le pouvoir politique, en France, le poids pesant des survivances tant politiques (la Monarchie) que sociales (la paysannerie), que culturelles qu'exprime le besoin atavique de gloire nationale auquel s'attache la Bourgeoisie, aux dépens de ses intérêts immédiats, souvent, et que véhiculent les guerres impériales et coloniales; ces deux facteurs (tergiversations et survivances) empêcheront la Bourgeoisie française et notamment sa fraction financière de donner la pleine mesure de ses capacités économiques et la contraindront non seulement à dédaigner la colonie, offerte comme trophée aux résidus et déclassés socio-historiques (aristocrates, militaires, paysans, malfrats) de la société française, mais aussi sa terre natale pour s'expatrier et donner les preuves de son dynamisme partout en Europe et jouer le rôle de "Banquier du monde "(5). En effet le capital financier français jouera le rôle de banquier du monde et prendra en charge en association avec des entreprises industrielles françaises la réalisation des réseaux ferroviaires de la Belgique, l'Espagne, l'Italie, la Russie... etc. Ce dynamisme international contraste fortement avec l'absence d'intérêt

pour la colonie et explique en partie, ,et en partie seulement, le non développement du capitalisme en Algérie. Car la Bourgeoisie française, est si fortement "marquée par l'Etat Monarchique qu'il n'est pas rare de lui voir adopter telle quelle l'idéologie de cet Etat" (6). Cette idéologie va s'exprimer, notamment, dans la colonie, où les pratiques sociales, économiques et politiques témoigneront du "degré auquel la monarchie, impérialiste dans son essence la plus profonde, a modelé non seulement les pratiques économiques de la bourgeoisie, mais encore ses idées et ses sentiments, y compris au détriment des intérêts propres de cette classe"(7). Dès lors, la matrice spatiale colonisée ne pourra jamais, du fait de cette mainmise des couches rétrogrades, de cette interposition du passé monarchique et impérialiste de la France, connaître une valorisation capitaliste. Elle subira une appropriation coloniale qui la déstructurera sans l'insérer et l'intégrer dans une alternative restructurante, de l'espace qui sera éclaté, et structurante, des activités sociales, ainsi qu'opère historiquement le CAPITAL SOCIAL. En effet, dans le cadre du procès d'accumulation primitive du capital, l'antériorité de la logique de la restructuration de la matrice spatio-temporelle détermine la logique et le processus de sa déstructuration par le CAPITAL SOCIAL. La déstructuration est aussi déterminée par la restructuration qui lui est alternative, substitutive et en même temps concomitante. L'expropriation des producteurs paysans en Grande Bretagne, initiée par les "Enclosures Acts" dès 1727, dans le cadre de l'accumulation primitive du capital, s'insère dans une pluralité de mesures qui expriment la cohérence sociale du capital dans son effort soutenu de maîtrise et d'appropriation de l'espace social. Le développement de la manufacture, du marché urbain, l'expansion de la demande solvable de marchandises - produits agricoles, marchandises, force de travail - font éclater l'ancienne organisation sociale réglementant le rapport à la terre, au produit agricole, au travail ... etc. Or l'acte colonial se spécifie par sa discontinuité sociale et son décalage historique qui le mettent en rupture avec tout processus d'accumulation primitive du capital. L'acte colonial est une survivance des pratiques de l'Etat monarchique où le capitalisme marchand, exprimée par le développement de l'échange marchand international - articulante, le brigandage, la piraterie, les courses aux razzias et autres invasions destructrices - est source de contributions fiscales et de prêts monétaires pour assouvir les besoins du Roi et de sa cour nobiliaire. L'interpénétration des deux

dimensions, monarchiques et bourgeoises, soumet l'espace social - historique colonial, à une incohérence, dans son procès d'évolution, faite d'avancées formelles et de régressions réelles. Cela est incompatible avec le processus de l'accumulation primitive du capital. Celui-ci dispose d'une antériorité logique sur son déroulement historique qui confère ce caractère de complémentarité et de continuité à ces éléments constitutifs, qui, non seulement, donne au capital et au capitalisme ce caractère de progrès multidimensionnel auquel il a historiquement fini par s'identifier, mais aussi ce caractère de totalité structurante, de laquelle aucun élément ne peut s'autonomiser, ni signifier. De fait, il est possible de prendre n'importe quel moment, quel acte de la colonisation française de l'Algérie et de lui découvrir un sens et une portée déterminée par le contexte socio-économique et politique qui lui est consubstantiel. En dehors de celui-ci, c'est le désordre et l'anarchie du sens auxquels ne se substitue, par la force du formalisme et du théoricisme, que le terrorisme théorique qui propose et impose, par la vertu de contextes théorico-idéologiques appropriés, des catégories analytiques qui projettent sur l'espace social leurs déterminations. Et, de fait, hormis quelques tentatives, vite mises en échec, d'implantation de sociétés capitalistes agricoles (1850-1870), la colonisation s'appuiera fondamentalement sur des méthodes, qui firent leur preuves aux 14ème et siècles suivants, par le pillage systématique de sociétés (les sociétés indiennes des Amériques), presque situées hors du temps (le temps européen), et dont l'élimination fut facilitée par ce fait même, mais qui devaient s'avérer inappropriées avec des sociétés (arabo-musulmanes) que ne séparaient du 19ème siècle Européen que la non finalisation d'un Etat-Nation centralisateur. Aussi la colonisation ne généra-t-elle que des formes régressives du capital, marchand et usuraire; conséquence de l'empêchement du capital financier à se soumettre l'Etat français, et de la résistance de survivances idéologiques, notamment, précapitalistes et non capitalistes qui négociaient leur métamorphose dans la nouvelle matrice spatio-temporelle Métropole-Colonie.

Ces survivances idéologiques et sociologiques continuent de travailler la société Algérienne post-indépendance et à limiter, voire dénaturer, les effets de tout processus de développement. Pire, elles s'interposent comme obstacle à la mise en place des présupposés du développement.

Notes :

1- Cf. les travaux de :

-Benachenhou A : Formation du sous-développement en Algérie. Essai sur les limites du développement du capitalisme en Algérie (1830-1962). OPU. Alger. 1978

-Hamel B : Système productif et indépendance nationale en Algérie. OPU. Alger.1983.

-Henni A : La colonisation agraire et le sous-développement en Algérie. SNED.Alger.1983.

2- Timbal P.C : Histoire des institutions et des faits sociaux. p.492, Dalloz., 4^{ème} édition. Paris.1970.

3-Servolin C : L'agriculture moderne, Ed. du Seuil,Paris 1989.

4-Timbal op.cit.p.492.

5- Cette utilisation, non productive du surtravail paysan par la Monarchie et la Noblesse, explique le retard dans son développement industriel qu'accumulera la France par rapport à l'Angleterre. Ce retard va déterminer les formes et le contenu de la colonisation française, et disqualifie le recours injustifié aux catégories capitalistes pour interpréter des pratiques sociales qui relèvent de l'age féodal.

6-Schumpeter J : Contribution à une sociologie des impérialismes, in : Impérialismes et classes sociales, p.148. Ed. de Minuit. Paris 1972.

7-Ibidem op. cit. p148.